

Le social n'est pas un système de production
The Social Is Not a System of Production
Lo social no es un sistema de producción

Jacques T. Godbout

Numéro 20 (60), automne 1988

Des recompositions du social éclaté

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034110ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034110ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

Les sociologues n'échappent pas toujours au modèle économique dominant qui consiste à penser la société comme un système de production. Cela dit, des signes indiquent une certaine prise de distance par rapport au paradigme utilitariste. Cette rupture amène le sociologue au coeur du social, où il découvre que, loin d'éclater, le social est aussi tissé de réseaux centrés sur le don.

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Godbout, J. T. (1988). Le social n'est pas un système de production. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (20), 51–55. <https://doi.org/10.7202/1034110ar>

Le social n'est pas un système de production

J. T. Godbout

On ne produit pas du social ; on ne travaille pas le social. Le social n'est pas une substance, il ne fait pas partie du PNB. La société n'est pas un système de production. De telles affirmations, sacrilèges encore il y a dix ans dans le milieu des « sciences sociales de gauche », apparaissent presque aujourd'hui comme des lieux communs. Depuis la crise de la pensée marxiste, il est de mise de se méfier du système de production et des approches structuro-quelque chose.

Et pourtant, on ne se débarasse pas facilement de réflexes aussi bien acquis, surtout lorsqu'ils correspondent à la vision dominante de la société industrielle occidentale et cela même si ce n'est plus sous sa forme marxiste.

On continue en effet à penser la société d'abord et avant tout comme un système de production. Au sens que tout ce qui

compte vraiment dans cette société, c'est son système de production et son produit ; au sens aussi que la finalité de cette société, c'est l'accroissement perpétuel du PNB. Tous continuent à définir ainsi le but de la société, équivalent du bonheur ou de l'intérêt général. « Le taux de croissance du Produit national brut V...v exprime sans ambiguïté, sous la forme d'un nombre, l'Intérêt Général » (Laufer et Paradeise, 1982 : 130). Tous les leaders, de gauche ou de droite, s'entendent là-dessus. L'absence de croissance ne définit pas un état social stable. Elle désigne une société stagnante, anormale, en crise. Et la solution, à droite comme à gauche, réside toujours dans une relance, une reprise de la croissance, vue comme un retour à un état normal.

Les sociologues eux-mêmes n'échappent pas toujours à ce

modèle économique. Touraine continue à parler de la production de la société. Bourdieu voit la société comme un système de production de biens culturels, symboliques, etc., tout cela au service de la classe dominante, bien entendu. Même des auteurs comme Barel définissent parfois l'absence de croissance comme un état de stagnation, faute d'alternative. « Il se peut que l'avenir du productivisme soit derrière lui, même si la stagnation actuelle n'est pas davantage supportable, à long aller » (1984 : 22).

Des signes de bon augure

Cela dit, des signes indiquent une certaine prise de distance, un désenchantement par rapport au paradigme de la croissance. À tout seigneur tout honneur, commençons par François Mitterand. Récemment, il dénonçait « l'erreur des théories économiques qui reposent sur l'espoir d'un re-

tour à la croissance sous ses formes anciennes (alors que) le plein emploi sera fondé sur des données nouvelles, partage du savoir, partage du travail » (*Le Monde*). On reconnaît là le discours de la CFDT.

Les théoriciens de la société duale s'attaquent aussi fermement au problème. Notamment André Gorz, qui reprend la distinction d'Illich, entre travail autonome et travail hétéronome. Dans *Les Chemins du Paradis*, Gorz cite cette phrase de Marx : « Là où les hommes travaillaient douze heures, ils n'en travailleraient que six et c'est cela la richesse nationale, la prospérité nationale » (1983 : 120).

On assiste aussi à une critique et à une remise en question de la pensée mécaniste. À cet égard, la réhabilitation de Simmel, en sociologie, me paraît significative.

Mentionnons aussi toute la réflexion nouvelle sur l'autonomie qui se fait par exemple en France, au CRÉA (Centre de recherche en épistémologie et en autonomie, animé par Jean-Pierre Dupuy), et qui a donné lieu à plusieurs productions importantes.

Au Québec des politologues comme Vincent Lemieux étudient les réseaux et croient y redécouvrir « que les relations avec les mots et avec les choses se modèlent sur les relations que nous

avons entre nous, davantage que l'inverse » (1986 : 145).

Enfin il y a le MAUSS¹, et toutes les approches qui remettent en question l'utilitarisme, à partir de Polanyi et d'autres auteurs.

Pour tous ces auteurs, il ne s'agit pas de nier l'importance du système industriel, du statut des ouvriers dans ce système, des classes sociales, de leur rapport. Mais il s'agit de ne pas prendre le système de production pour l'ensemble de la société, et de tenter d'en comprendre la dynamique autrement que par des critères et des valeurs endogènes. Ainsi, au lieu de se demander comment les autres sociétés et certains secteurs (résiduels...) de la société moderne pouvaient ne pas être utilitaristes, en quoi ils le sont au fond, et en quoi ils se « mentent » à eux-mêmes (comme l'écrit Bourdieu), on commence aujourd'hui à se poser la question inverse : comment peut-on être utilitariste ? Quelles sont les conditions de possibilité de l'utilitarisme ? Quelles en sont les conditions sociales ? Ce faisant, on subordonne l'utilitarisme à d'autres types de relations sociales.



Le renversement

Toutes ces approches supposent un renversement par rapport au paradigme de la croissance. En quoi cela consiste-t-il ? Fondamentalement à cesser de concep-

tualiser la société comme un système de production et, ce faisant, à comprendre que cette vision est propre au paradigme de la croissance. Autrement dit à comprendre que cette vision est l'idéologie de la société moderne. Pour parler en termes marxistes, elle en est la superstructure, et non pas son infrastructure, sa vérité objective, « le sol véritable de nos vies » (Bourdieu, cité par Anspach, 1987 : 271).

Affirmer cela n'empêche pas de reconnaître cette évidence que toutes les sociétés sont préoccupées par la production de biens (ou, à tout le moins, tentent de s'assurer de leur existence à proximité, pour les chasseurs-cueilleurs). Toutes les sociétés se préoccupent de nourrir, de loger, etc. leurs membres. Là n'est pas la question.

Mais quand a-t-on vu une société définir le principal danger comme étant celui que ses membres en arrivent à disposer de suffisamment de biens pour être en mesure de dire : « Non merci, ça va. Nous sommes bien nourris, logés, chauffés. Nous allons maintenant jouer de la musique, ou danser ou ne rien faire, au lieu de nous consacrer à accroître continuellement les biens produits » ? Quelle société a considéré cela comme la plus grande menace ? Bien sûr que toutes les sociétés sont préoccupées par la rareté. Mais quelle société en a fait une exigence permanente, une condition de fonctionnement normal ? Quelle société a considéré nécessaire de créer de la rareté pour ne pas sombrer dans la « stagnation » ?

C'est pourtant la définition même de ce qu'on appelle la société de consommation. C'est ce renversement qu'elle a opéré. Pendant longtemps le capitalisme industriel se donnait comme but officiel d'accroître la richesse pour soulager la misère

et, à terme, éliminer la rareté. Mais avec la société de consommation, la préoccupation principale est devenue de s'assurer qu'on va continuer à accroître constamment la consommation, même si ce n'est plus nécessaire. Pourquoi ? Pour permettre au système de production de fonctionner. Paradoxalement, le but de la société de consommation, c'est le fonctionnement du système de production. Ce n'est plus de diminuer la rareté. Car ce qui définit la crise, ce qui constitue la plus grande menace, c'est que le PNB cesse de croître. C'est ce statut du système de production qui est une idéologie propre à la société moderne, et non pas une exigence objective de toutes les sociétés.

Ce renversement était inhérent à l'insertion du marché dans la société, il est survenu à partir du moment où le producteur a commencé à produire sans avoir de clients prédéfinis, à partir du moment où il a dû « écouler » la marchandise. La société moderne a commencé le jour où on a décidé de fabriquer quelque chose non pas parce qu'un utilisateur l'avait « demandé », mais parce que le fait de produire pouvait être utile au producteur. Le jour où on a inversé le rapport entre fabricant et utilisateur ; le jour où un cordonnier, au lieu de fabriquer une paire de chaussures que quelqu'un lui avait demandée, en a fabriqué cent paires et s'est préoccupé ensuite de trouver des utilisateurs. En fait, très rapidement, il les a plutôt vendues à un intermédiaire, le marchand, qui est devenu responsable de trouver les utilisateurs. Alors le consommateur est apparu et le producteur est devenu premier dans la relation. On a inversé le sens de la relation. Ce jour-là, la société est devenue utilitariste : elle s'est mise à chercher l'utilité des choses qu'elle

produisait ; elle s'est mise à chercher l'usage, car celui-ci n'allait plus de soi.

À partir de ce moment, la société s'est définie de plus en plus comme un système de production. Les individus, au lieu de travailler pour produire les choses qu'ils désiraient et de cesser de travailler parce qu'ils les avaient obtenues, comme on le faisait dans les autres sociétés, produisaient de plus en plus, sans cesse, toujours plus. Dans un premier temps c'était de façon obligatoire, forcée. Ensuite on a intériorisé l'infinité des besoins. Encore aujourd'hui, c'est toujours ce qui frappe le plus l'occidental qui doit collaborer avec des sociétés non industrielles : les individus à qui on offre du travail l'acceptent pour se procurer quelque chose. Puis ils cessent de travailler. Ils abandonnent l'ouvrage, de façon « primitive », irrationnelle pour un individu qui fonctionne dans le paradigme productiviste. C'est ce que me rapportait récemment un fonctionnaire québécois qui travaille avec les Inuits : « On a réussi à former des enseignants inuits. Eh bien figurez-vous qu'ils commencent à enseigner en septembre, mais que souvent ils cessent d'enseigner lorsqu'ils ont accumulé assez d'argent. Quelle irresponsabilité ! ».

L'usager

Contribuer à remettre à sa place le système de production constitue la tâche la plus importante des sociologues aujourd'hui, à la fois sur le plan théorique et sur le plan pratique. Mais il ne s'agit évidemment pas de revenir en arrière. Tout le problème est là. Le marché a apporté une libération de la circulation des choses entre les membres d'une société. La libre circulation des biens semble entretenir de fortes complications avec la démocratie et

avec les valeurs de la modernité auxquelles nous tenons tous. La question devient donc : la libre circulation des biens peut-elle exister sans engendrer le paradigme de la croissance, « l'idéologie » du système de production ? Peut-on « libérer » les biens sans pour autant que les relations que nous entretenons avec les choses deviennent le modèle de toutes les relations sociales, selon le schéma utilitariste ? Comme l'affirme Simmel, « l'égoïsme économique, fondé sur le calcul rationnel, n'a pas à craindre de déviations dues aux impondérables des relations personnelles » (Simmel, 1979 : 164). Mais justement, peut-on libérer ainsi les biens sans affecter les relations personnelles ?

Ma modeste contribution à ce questionnement (1987) consiste à réfléchir sur la société à partir de l'usager. Il y a là un paradoxe apparent : comment est-il possible de remettre en question l'utilitarisme à partir de l'usager, de l'utilité ? En fait, l'utilitarisme a une vision tronquée de l'utilité telle qu'elle est recherchée par l'usager. L'utilitarisme nie l'utilité de la relation au profit de l'utilité de l'objet de la relation. Or l'usager recherche souvent la relation pour la relation². C'est ça le social, c'est l'univers de la réciprocité, c'est l'univers qui ne peut pas être produit puisque dans tout système de production les relations existent pour le produit, alors que dans un réseau social le produit existe pour la relation. Celle-ci apparaît, disparaît, naît, meurt, se convertit, se transforme. Mais elle n'est pas produite. On entre en relation, on ne produit pas une relation sociale. Les relations sont données et rendues. L'utilitarisme tend à nier l'existence de la relation sociale en se concentrant sur l'objet de la relation. C'est ce que ne cesse de constater la sociologie économi-

que, de Weber à Polanyi (voir l'excellent texte de Swedberg, 1987).

Renverser la perspective ne conduit pas à considérer le social éclaté, n'aboutit pas à l'éclatement du social. Cela signifie au contraire se situer d'emblée dans le social et faire éclater l'utilitarisme qui tend à nier le social. Pour le sociologue, cela veut dire cesser de se situer à l'intérieur du paradigme des économistes pour en observer les effets pervers. Car c'est cette pensée qui fait apparaître le social comme éclaté. C'est cette approche qui ne voit pas le don, qui ne voit pas que les choses ne sont pas d'abord produites et échangées, mais données et rendues, qui ne voit pas le dynamisme actuel des réseaux parce que ce ne sont pas des systèmes de production, ni des appareils (Lemieux, 1986). Les utilitaristes affirment, depuis Burnham, qu'il n'est pas nécessaire d'aimer ceux avec qui on commerce, que la relation pour la relation n'est pas nécessaire, que le social peut donc « éclater » sans problème. Et pourtant... les « relations de réseau » demeurent fondamentales ; elles sont au cœur de la modernité et ce sont elles qui font fonctionner la société utilitariste. C'est par les relations de réseau qu'on obtient un emploi. Ce sont elles qui déterminent pour qui on vote (le célèbre « two-step flow » de Lazarsfeld).

Le « know who » est plus important que le « know how ».

Et « de plus en plus de recherches démontrent que l'absence de soutien dans l'environnement social est associée autant à une plus grande fréquence qu'à une sévérité plus aiguë d'un grand nombre de symptômes physiques et mentaux, et ce, pour des troubles aussi divers que la schizophrénie, l'alcoolisme, l'hypertension et l'arthrite » (Guay, 1987 : 15).

Le social est régi par des règles différentes de celles du système de production. Elles relèvent plus du don. Ce mot a deux sens apparemment éloignés l'un de l'autre. Il désigne d'une part le fait de se départir de quelque chose sans rien demander en retour. Mais il fait référence aussi à quelque chose que l'on a reçu gratuitement, sans savoir de qui, ni d'où : ce sont les talents, les dons que possèdent le génie et l'artiste. Les deux sens du mot don expriment tout le social que l'utilitarisme ne reconnaît pas. En voulant produire le social, l'utilitarisme le détruit de la même façon que l'observateur détruit son objet (Baudrillard). Il ne faut pas produire du social, mais s'abandonner au social, un peu à la manière de l'artiste qui se laisse posséder par son don. Comme l'artiste, mais aussi comme tout un ensemble d'organismes communautaires qui ne cessent de « produire » du social, si l'on veut absolument désigner ainsi ce réseau de relations humaines.

Cessons de vouloir produire le social, et le social nous sera rendu.

Jacques T. Godbout
Institut national
de la recherche scientifique
Urbanisation

Notes

- 1 Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales, 10, rue Pouchet, Paris, France.
- 2 Nous l'avons constaté récemment dans une recherche qui comparait les organismes communautaires et les institutions publiques dans le secteur des affaires sociales. Ce que le client recherche, c'est souvent d'abord une relation de qualité. C'est pourquoi il préférera s'adresser aux organismes communautaires plutôt qu'aux établissements publics. C'est pourquoi aussi, souvent, ces derniers, avec toute leur compétence professionnelle, obtiendront parfois des résultats inférieurs à ceux d'organismes qui accordent la priorité aux relations (Godbout et autres, 1988).

Bibliographie

- ANSPACH, Mark. 1987. « La raison du gratuit », *Bulletin du MAUSS*, no 22, juin : 249-292.
- BAREL, Yves. 1984. *La Société du vide*. Paris, Seuil.
- GODBOUT, Jacques T. 1987. *La Démocratie des usagers*. Montréal, Boréal.
- GODBOUT, Jacques T., M. Leduc et J.-P. Collin. 1987. *La Face cachée du système*. Québec, Les publications du Québec.
- GORZ, André. 1983. *Les Chemins du Paradis*. Paris, Galilée.
- GUAY, Jérôme (dir.). 1987. *Manuel québécois de psychologie communautaire*. Chicoutimi, Gaëtan Morin.
- LAUFER, Romain et Catherine PARADEISE. 1982. *Le Prince bureaucrate*. Paris, Flammarion.
- LEMIEUX, Vincent. 1986. « Réseaux et pratiques de communications dans les masses », dans Jacques ZYLBERBERG (dir.). *Masses et postmodernité*. Paris, Méridiens Klincksieck : 143-164.
- SIMMEL, Georg. 1979. « Métropoles et mentalité », dans *L'École de Chicago*. Paris, Aubier.
- SWEDBERG, Richard. 1987. « Economic Sociology: Past and Present », *Current Sociology*, 35, 1, printemps : 1-221.

International Journal of Urban and Regional Research

Editor: MICHAEL HARLOE

The International Journal of Urban and Regional Research is concerned with the study of conflicting interests in urban and regional development. One of the journal's most important objectives is to stimulate integrated research in a field that offers one of the best opportunities for interdisciplinary work in the social sciences. It will take account of the links between sociology, political economy, history, social anthropology, geography and demography. In particular, it will encourage comparative research that analyses the diversity of patterns of urbanization throughout the world.

The journal contains four sections

- major articles and symposia
- events and debates
- argument (replies to criticism and points of debate)
- book reviews

Selected recent and forthcoming articles

The built Environment in Soviet theory and practice G D ANDRUSZ

The ecologist movement in Brazil (1974-86);

from environmentalism to ecopolitics EDUARDO J VIOLA

The future of social housing; problems and prospects of social ownership – the case of West Germany STEFAN KRATKE

Published quarterly: March/June/September/December

704 pages approximately per volume (4 issues)

Subscription rates £53 Institutional

£32 Individual

Members of the ISA, BSA, ECPR, and KNAC are entitled to subscribe at the special rate of £27

Published by
Edward Arnold Journals, 41 Bedford Square, London WC1B 3DQ

Edward Arnold
Hodder & Stoughton